

Démocratie participative et renouvellement du communisme municipal **Une analyse de la généalogie de quelques dispositifs participatifs en Ile-de-France**

Héloïse Nez, Université Paris 8, Adels

Julien Talpin, Université Paris 8

Résumé

Alors qu'on assiste depuis une quinzaine d'années au développement et à la multiplication d'expériences participatives dans des contextes très divers en Europe, on a pu remarquer qu'un nombre non négligeable d'entre elles étaient issues de collectivités territoriales ou de municipalités communistes, et ce en dépit du déclin quantitatif de celles-ci¹. En un mot, les dispositifs participatifs initiés par des élus communistes sont très largement surreprésentés dans le champ de la démocratie participative en Europe en général, et en France en particulier : parmi les onze expériences de budget participatif recensées dans l'Hexagone en 2005 (Herzberg, Röcke et Sintomer, 2005), sept ont été mises en place par des élus communistes, dont cinq en Ile-de-France. Même si cette tendance à la démocratisation de la vie locale reste marginale dans l'ensemble des collectivités gérées par le Parti communiste français (PCF), la démocratie participative semble s'inscrire dans différentes tentatives de rénovation du projet communiste, notamment dans les communes populaires de l'ancienne « banlieue rouge » de Paris².

L'objectif de cette communication sera, par conséquent, d'interroger les origines de ce phénomène, à partir de deux séries de questionnements. Tout d'abord, comment expliquer que les élus communistes se soient emparés de la thématique participative de façon si directe ? Est-ce le fruit d'une évolution idéologique et politique du parti ou le résultat d'initiatives individuelles ? On essaiera ainsi d'analyser le développement de la démocratie participative à travers le prisme du renouvellement du communisme municipal. Nous formulons l'hypothèse que, face à la crise politique et idéologique majeure qui affecte le parti communiste depuis les années 1970, au niveau national et local, la démocratie participative constitue une alternative au déclin des corps intermédiaires – parti politique, syndicat et associations – qui ont longtemps joué un rôle de communication des élus et d'encadrement de la population. Dans

¹ Depuis 1977, le parti communiste a perdu plus de la moitié des mairies que ses élus administraient en France métropolitaine. Alors que 16,4% de la population métropolitaine habitait dans une ville communiste en 1977, les villes gérées par le PCF n'administrent plus que 5,8% de la population en 2001. En Ile-de-France, région historique d'implantation du parti communiste en France, le PCF contrôle toujours les deux conseils généraux de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, depuis leur création en 1964, mais il a perdu en une vingtaine d'années plus des deux tiers des circonscriptions et un tiers des municipalités qu'il contrôlait dans la région.

² L'expression de « banlieue rouge » fait à la fois référence à une réalité urbaine, sociologique et culturelle – des communes populaires de la périphérie parisienne qui ont en commun une forte population ouvrière, un certain type de paysage urbain, la présence d'activités industrielles, une culture collective et une sociabilité particulières – et à un phénomène politique, celui du « communisme municipal » – ce système géopolitique, en crise profonde depuis vingt ans, reposait sur le contrôle de positions de pouvoirs (municipalités, syndicats intercommunaux, conseils généraux) et un encadrement extrêmement fin de la population, par le biais des sections du parti, des services municipaux et d'associations diverses (Subra, 2004).

quelle mesure les instances participatives ainsi créées permettent-elles de renouveler un communisme municipal à bout de souffle et quelles transformations (politiques, sociales et idéologiques) entraînent ce renouvellement ?

On se demandera ensuite ce que fait le communisme à la démocratie participative. Plus précisément, quel type d'institutions est mis en place à l'initiative des élus communistes, et dans quelle mesure diffèrent-elles des pratiques participatives initiées par d'autres tendances politiques ? Nous montrerons que la démarche des élus communistes est théorique et politique, en analysant la spécificité de leurs discours (cadre politique de la démocratie participative visant à « partager le pouvoir » et à mobiliser la population, référence au budget participatif de Porto Alegre) et nous verrons que les dispositifs qu'ils mettent en place partagent un certain nombre de traits communs (assemblées ouvertes à tous et rejet du tirage au sort, dispositifs dotés d'un pouvoir décisionnel direct, participation directe des élus aux réunions, politisation des espaces participatifs). Ces expériences seront finalement interrogées à la lumière de l'histoire des pratiques et des représentations communistes de la démocratie. En quoi la démocratie participative interprétée par cette culture politique repose-t-elle sur des pratiques déjà anciennes, qui étaient spécifiques au communisme municipal ?

Afin de répondre à ces questions, notre communication mettra en parallèle des recherches effectuées sur les pratiques participatives à Bobigny, à Morsang-sur-Orge et dans le Val-de-Marne, trois bastions communistes de l'ancienne « banlieue rouge » parisienne, qui ont lancé des démarches de participation en 1995 pour ces deux communes et en 2001 pour ce département. Nos analyses reposent sur une enquête ethnographique réalisée en 2005 et 2006 à Morsang-sur-Orge (observation de 54 réunions publiques, réalisation d'un stage de trois mois à la Maison de la citoyenneté et la vie associative, réalisation d'entretiens avec les organisateurs et les citoyens engagés dans le processus de participation), un travail de terrain de deux mois effectué au printemps 2006 à Bobigny (réalisation d'une trentaine d'entretiens avec les principaux acteurs de la démarche, observation d'une dizaine de réunions publiques) et une enquête réalisée en 2007 dans le Val-de-Marne, impliquant la réalisation d'une dizaine d'entretiens, l'observation de deux événements publics et la participation à un séminaire de l'Adels sur la démocratie participative dans les départements. Leur mise en parallèle avec des travaux réalisés sur d'autres municipalités communistes en Ile-de-France, principalement à Montreuil et à Saint-Denis, nous permettra d'étayer et de généraliser nos propos.

Notre communication sera structurée en trois parties. Nous définirons dans un premier temps la spécificité des expériences communistes, en analysant les discours des élus et les pratiques mises en place principalement à Bobigny et à Morsang-sur-Orge, et d'une manière secondaire dans le Val-de-Marne. Un deuxième axe interrogera les origines de ces pratiques, à partir d'une généalogie comparée des démarches de participation dans les collectivités communistes en Ile-de-France. Nous poserons finalement la question du renouvellement du communisme municipal, en faisant le lien entre les nouvelles pratiques participatives lancées par ces collectivités depuis 1995 et les anciennes pratiques de gestion du communisme municipal.